
**Jeunes générations, inégalités et problèmes sociaux :
chômeurs, décrocheurs, Neets, au Luxembourg et chez nos voisins**

Louis Chauvel, Pr University of Luxembourg

Au cours de deux dernières décennies, de nombreux pays développés ont fait face à une réalité nouvelle : l'émergence d'une jeunesse mal intégrée, échappant de façon volontaire ou non aux institutions traditionnelles d'intégration dans le monde des études, du travail salarié, aux stages et aux trajectoires traditionnelles d'entrée dans la vie adulte. Dans les années 1970, le modèle dominant ou tout au moins majoritaire était fondé sur une transition presque immédiate des études, le plus souvent courtes, au monde du travail (Mendras 1989). D'un point de vue familial, l'indépendance résidentielle était rapide, en raison du coût modéré des logements en regard du niveau des salaires, et la génération était véritablement adulte dès l'âge de 25 ans, c'est-à-dire mariée avec enfants, en emploi stable ou sinon en charge des activités domestiques pour les « femmes au foyer ». Si ce modèle, maintenant plus éclaté, plus souvent réversible, s'éloigne dans le temps, il reste la figure de référence d'une transition aboutie dans la vie. Pour autant, cette référence à un temps de progression bien ordonné a lieu de nous inquiéter aujourd'hui puisque l'avenir que nous offrons ou non à nos jeunes est aussi l'avenir que le pays se donne à lui-même (Meisch 2015) ou simplement à l'avenir de la vie humaine (Jonas Greisch Gillen 1991).

Le débat sur les « Neets » : phénomène neuf ou problème mal posé

Au Royaume-Uni, à la fin des années 1990, le premier ministre Tony Blair (1999, p.6) souligne les problèmes d'une jeunesse « not involved in any education, training or employment ». La question d'une jeunesse laissée à la dérive s'est rapidement étendue aux pays développés du Commonwealth d'abord, au Canada et en Australie, puis largement dans la sphère asiatique des pays développés en ralentissement, comme au Japon (Genda 2007) et ailleurs. Le débat statistique et social sur l'émergence du phénomène Neet « Not in Education, Employment, or Training » a connu une expansion globale : cette population ni en emploi, ni aux études, ni en formation (y compris les stages et les dispositifs d'apprentissage) est maintenant un outil d'analyse universel des spécialistes de la jeunesse. Le débat coalesçant était censé offrir une mesure au phénomène nouveau dans de nombreux pays de chômage de masse des jeunes, au manque d'intégration dans les modèles traditionnels d'emploi, à la sortie de la population active de jeunes chômeurs découragés, à l'extension d'une population désœuvrée, démotivée, socialement inadaptée, potentiellement dangereuse pour l'ordre public, puisque son oisiveté et sa vie à l'écart des institutions ont été vues dans plusieurs pays (UK, Australie, etc.) comme facteurs potentiellement criminogènes, dans une tradition intellectuelle remontant à Robert Merton. La structuration de gangs urbains, le commerce ou d'abus de substances interdites, l'expansion du suicide de jeunes et les comportements autodestructifs, seraient autant de phénomènes en expansion dans des sociétés ayant perdu le cercle vertueux d'une transition bien ordonnée du statut d'enfant à celui d'adulte autonome. Cette socialisation transitionnelle est d'une importance considérable tant pour les individus eux-mêmes que pour l'avenir de leur propre société : une transition ratée se paie toute la vie, et les sociétés suscitant

des échecs de masse dans la socialisation transitionnelle de leur jeunesse finissent par en assumer les coûts incalculables (Chauvel 2003 ; Chauvel and Schröder, 2014). En effet, les jeunes adultes, comme toute personne située à un moment charnière de son existence, présente des niveaux moindres de résilience (Dujardin 2015) et les défis mal surmontés peuvent impliquer alors des effets-cicatrices incarnant l'histoire de vie sous sa forme douloureuse et insurmontable.

A l'actif du débat sur les *Neets*, il convient de souligner une contribution importante à la prise de conscience d'un problème social systémique subi par la partie la plus fragile de la jeunesse. Le modèle ancien connu naguère par la génération des (grands) parents est profondément déstabilisé : les enfants de la crise ne bénéficieront plus systématiquement des acquis de la société industrielle de plein emploi (Touraine 1969, Bell 1973). Certains secteurs de la société sont indemnes – les mieux diplômés, les classes moyennes supérieures, les catégories mieux protégées par leur ressources cognitives ou patrimoniales – alors que d'autres font face à des risques croissants d'échec au moment de la transition, puis tout au long de leur trajectoire de jeunes adultes mais aussi bien au-delà.

Au passif de cette notion floue de Neets se trouvent de nombreux éléments résultant d'un problème social mal posé. D'abord, la population définie par le terme de Neets est un agrégat sans cohérence. Dans la société industrielle traditionnelle, la population des jeunes « ni en emploi, ni aux études, ni en formation » était massive parmi les jeunes femmes en transition rapide vers le modèle de mère de famille consacrant toute son activité à la sphère domestique. Ce modèle de « Neet » féminin, quoique plus rare aujourd'hui, est loin d'avoir disparu, en particulier dans les catégories sociales populaires où perdurent les modèles de la société industrielle, où l'intégration par la vie de famille est pour les femmes le symétrique du travail en entreprise pour les hommes. Sans être aujourd'hui un modèle socialement valorisé par tous, il ne correspond en rien à l'idée d'une jeunesse à la dérive qui avait prévalu dans l'expression initiale du problème Neet. Il convient donc de faire la différence entre d'un côté la définition rectifiée des Neets (Neet1) qui exclut du décompte les femmes au foyer et de l'autre la définition élargie (Neet2) qui risque de grossir artificiellement le pourcentage en incluant les femmes inactives du point de vue du Bureau international du travail alors qu'elles s'occupent à plein temps de leurs enfants.

Les analyses longitudinales ont montré par ailleurs que la situation des Neets est le plus souvent temporaire, les jeunes concernés finissant le plus souvent à trouver un emploi, même précaire. Il ne s'agirait donc en rien d'un groupe social clairement défini porteur d'une identité propre ais d'un agrégat sans consistance ni véritable durée. La définition des Neets recouvre donc une population disparate, faite de facettes contrastées, particulièrement genrées avec des profils nettement divergents selon les trajectoires des hommes et des femmes.

La situation luxembourgeoise à la lumière du soleil levant

Par-dessus tout, le problème « Neet » ne représente qu'une partie peut-être résiduelle des problèmes des jeunes. Ici au Luxembourg, comme dans d'autres pays, le mot « Neet » pourrait empêcher de voir la véritable réalité des défis de la jeunesse aujourd'hui.

Le cas japonais peut nous éclairer. Il montre en effet que même là où le problème Neet n'existe pas spécifiquement, il est utilisé pour qualifier des problèmes de jeunes d'une tout autre nature. Le Japon des années 1990 est un pays tardivement rattrapé par le ralentissement économique vécu bien avant dans les pays occidentaux. Là, le débat sur le problème Neet s'est présenté avec force, plus encore qu'au Royaume-Uni : pour les spécialistes japonais de la jeunesse et du travail, le phénomène nouveau des années 2000 est l'émergence d'une classe générationnelle en situation de divergence vis-à-vis du modèle d'intégration de leurs parents : les *Hikikomori* (引きこもり), jeunes cloîtrés dans un monde virtuel, préférant les jeux vidéo à la vie réelle, phobiques sociaux, restant généralement au domicile et à la charge complète de leurs parents, ont représenté une forme de traumatisme social (Chauvel 2010) puisque ces jeunes exprimaient une révolution passive devant toutes les valeurs japonaises de l'après-guerre et du rêve nippon. Pour autant, même si les *Hikikomori* mettaient en évidence des difficultés réelles d'adhésion de la jeunesse aux contraintes de la civilisation japonaise, les statistiques officielles ont toujours mis en évidence une faible prévalence de ce problème : le chômage reste structurellement des plus faibles. Les données sociales soulignaient plutôt une érosion dangereuse du modèle du salariat stable en plein emploi dans le secteur méritocratique le plus concurrentiel – mieux payé mais exigeant une motivation et une adhésion intégrale au modèle d'entreprise japonaise tel qu'il a culminé dans les années 1980. Les observateurs assistaient d'un côté à la baisse des recrutements par les grandes entreprises traditionnelles les plus valorisées dans le modèle japonais et de l'autre à la multiplication des cas de diplômés échouant dans les démarches de recrutement. Les *Freeters* (フリーター *furita*), une catégorie de jeunes dérogeant à la normalité du système nippon, se trouvait – bon gré mal gré – en position de travailleurs précaires, vivant de petits jobs tels que serveurs de bar de nuit, employés de fast-food, avec des revenus suffisants pour renouveler leur garde-robe et s'offrir une teinture de cheveux orange ou violette, mais certainement pas pour se loger. Un paramètre central n'est pas simplement la dégradation des conditions de travail et de salaire, mais aussi un niveau de coût du logement à l'achat ou à la location dont la conséquence est de remettre en question le modèle d'autonomie des individus et des familles dans leur entrée dans la vie adulte.

Au Japon, de ces difficultés a résulté une massification des « célibataires parasites » (パラサイトシングル *parasaito shinguru*) vivant des années dans le logement de leurs parents, bien au-delà des normes d'âge jusque-là acceptées, à l'instar de la « génération Tanguy » française, de la *Peter Pan generation* britannique (*Don't grow up: it's a trap!*), de la *kangaroo generation* américaine qui revient au giron familial au premier souci d'emploi ou de divorce mal géré. La réalité de ces difficultés presque universelles est que les jeunes peinent de plus en plus à trouver des emplois décentes, sécurisés, ouvrant la possibilité rapide de niveaux de salaire suffisants pour se loger avec une famille en construction, faute de quoi un cercle vicieux risque de se mettre en mouvement : sans salaire suffisant, pas de motivation à trouver son indépendance, sans ressources soutenables, autant dépendre des redistributions sociales et de celles de la famille, et sans perspectives, plutôt se satisfaire d'un sort plutôt agréable d'artiste désœuvré dans la mesure où il laisse quelque loisir. Dans de nombreux pays, cet anti-modèle pour la jeunesse est au centre des angoisses sociales : la variante chinoise de la « ant tribe » (蚁族 : yǐ zú),

cet ensemble de diplômés travailleurs et brillants préférant malgré tout un petit emploi de journaliste stagiaire sous-payé à Shanghai dans un magazine postmoderne à une position de pouvoir et de prestige dans une grande entreprise de la Chine intérieure. Les membres de ce groupe possèdent un matériel informatique hyperconnecté à la pointe mondiale du domaine mais vit dans un appartement de la taille d'un placard, d'où le nom de « tribu des fourmis ».

Pourquoi ce diagnostic japonais et occidental est-il si important pour nous ici au Luxembourg ? Parce que ce débat souligne avant tout que la notion de Neet peut tout à la fois présenter un défi social important et en même temps nous fourvoyer vers des diagnostics inexacts. Les Neets nous portent à observer les chômeurs découragés qui ne pointent plus, les moins diplômés et les plus précaires, alors que le mal pourrait être plus général et pourrait toucher par contagion les secteurs de la jeunesse même les plus diplômés. Comme ils concentrent le regard sur des populations disparates et mal caractérisées, ils présentent le risque de mal orienter le débat public dans le travail d'élaboration de politiques sociales idoines. S'il a contribué à attirer l'attention sur les problèmes de la jeunesse, l'outil conceptuel « Neet » reste malcommode, et permet peu de comparaisons entre hommes et femmes, niveaux de diplômés, entre pays.

Le modèle des mileuristas espagnols comme problème social

La meilleure façon de mesurer les problèmes de la jeunesse et de la transition vers la vie adulte est précisément de rouvrir le débat sur les classes d'âge et les catégories statistiques utilisées. Les Neets sont une modalité parmi bien d'autres de vécu des difficultés de la société postindustrielle. Certains pays peuvent mettre en évidence le chômage de masse de la jeunesse, d'autres, et parfois les mêmes, la précarisation généralisée des jeunes générations d'adultes et leur procrastination dans l'entrée dans la vie jusque vers des âges indéterminés. Il se peut aussi que sans partager le sort des Neets, une partie des jeunes adultes, quoique bien intégrés dans le monde du travail en tant que salariés permanents, renoncent à fonder une famille parce que les niveaux de salaires sont en tel décalage avec celui des logements que la seule solution pour connaître un certain confort est de rester chez les parents. S'installer durablement chez ses parents et pour y mener une vie « normale » – en tout cas acceptée comme telle par les acteurs sociaux – est une perspective banalisée depuis près d'une génération dans de nombreux pays du sud de l'Europe et dans les Balkans. Il est habituel que les grands enfants, en particulier les garçons, demeurent dans ce que certains sociologues italiens appellent « Hotel Mama » où il est possible de bénéficier d'un certain confort, et même envisageable de se donner une vie presque matrimoniale avec des partenaires plus ou moins stables (Cavalli 2000, Mendras et Meyet 2002) pourvu qu'aucun enfant n'en résulte jamais. Il reste que les limites de cette indépendance se repèrent démographiquement à la faible fécondité de l'Italie et de l'Espagne, sociétés à la dynamique de population à peu près insoutenable – au sens systémique d'absence de durabilité de la forme sociale – puisqu'il devrait en résulter une difficulté terminale à couvrir les dépenses de retraites et à transmettre les ressources de la société.

La figure de cette insoutenabilité est celle des jeunes Espagnols, en particulier des mileuristas (Espido Freire, 2006) et de ceux qui leur ont succédé (Soler 2014), les Nimi (ni-mileuristas), ce groupe social de surdiplômés trentenaires souvent

multilingues destinés à vivre pour toujours dans des stages ou des emplois précaires pour moins de 1 000 euros par mois, ce qui ne permet pas de se loger dans les villes espagnoles des années 2000 ou 2010. Les conséquences en termes d'image de soi d'une jeunesse mal payée, dépendante de l'État et des collectivités locales les stipendiant pour de médiocres fonctions, dépendante de la famille pour le logement et la consommation, y sont incalculables ; la situation antérieure de plein emploi permettant de s'autonomiser précocement des parents était bien plus favorable au bien-être. En Espagne, le contraste est stupéfiant entre les générations de la movida qui avaient inventé la modernité post-franquiste et bénéficié d'une situation économique porteuse – et qui sont donc homologues de nos premiers baby-boomers – et ces nimileuristes typiques, qui vivent le contrecoup du bien-être de leurs prédécesseurs – progression forte des conduites à risque, de l'alcoolisme, des addictions, du suicide, etc. dont on mesure la prévalence croissante. Par contraste, les « générations précaires » à la française feraient presque figure de privilégiées. Après les tendances de progrès des années 1970 dont les premiers baby-boomers avaient bénéficié (Roberts 2012), le retournement produit un contrecoup subi par les générations X, Y et Z confrontées à une dépendance de moins en moins choisie. Ces cas extrêmes du Sud de l'Europe ont un motif économique très clair : la difficulté à trouver des logements décents.

De ces analyses internationales résulte un double diagnostic. D'abord, le chômage n'est pas la seule mesure des difficultés de la jeunesse mais forme plutôt la partie la plus visible de l'iceberg des problèmes sociaux dont on ignore souvent la profondeur réelle. Ensuite, les difficultés d'entrée dans la vie de la jeunesse ne s'arrêtent pas à l'âge de 25 ans comme le concevaient les anciennes définitions statistiques datant de l'ère industrielle (Mendras 1989), mais doivent être observées jusqu'à l'âge de 35 ou mieux de 40 ans pour comprendre comment une partie grandissante de la jeunesse se perd sur la route de l'entrée dans la vie.

La situation luxembourgeoise : le problème Neet n'est pas central...

Si nous cherchons à quantifier la prévalence du problème Neet au Luxembourg et à la comparer aux voisins européens, les résultats sont encourageants et montrent la bonne santé relative du pays d'un point de vue économique. Nous nous centrons ici sur le Grand-duché comparé à l'Allemagne, la France, et le Royaume-Uni. Nous avons choisi l'année 2011 de l'enquête EU-Silc (European Union Statistics on Income and Living Conditions) parce que son module caractérisant les origines sociales des individus – en particulier les caractéristiques socioprofessionnelles, des parents ainsi que leur diplôme et leurs origines en termes de migration – permet de différencier première et seconde génération d'immigrés.

Une des raisons de la préférence des spécialistes de la jeunesse pour la statistique des Neets provient de ce que le taux de chômage tel qu'il est défini par la statistique sociale (le nombre de chômeurs rapporté à celui de la population active, à l'exclusion des étudiants et des autres personnes sans emploi ne cherchant pas d'emploi) présente plusieurs biais problématiques. D'une part il pourrait offrir une vision pessimiste des difficultés des jeunes puisque cet indicateur extrait du dénominateur la partie de la population en études : en ignorant ces derniers, particulièrement nombreux en dessous de l'âge de 25 ans, la statistique renforce la visibilité des problèmes sociaux. D'autre part, en excluant du décompte les

chômeurs découragés sortis de la population active, le taux de chômage présente le biais inverse d'ignorer les cas les plus radicaux d'exclusion sociale. Au contraire, la statistique des Neets rapporte la totalité du groupe social en difficulté à la totalité de la classe d'âge, d'où une plus juste visibilité attendue des problèmes.

C'est ainsi que pour les deux sexes, le taux de chômage des plus jeunes adultes donne l'impression que le Luxembourg partage les difficultés de la jeunesse française. Pour autant, dès la classe d'âge des 20-24 ans, la situation luxembourgeoise se rapproche de celle de l'Allemagne où le chômage a été correctement résorbé au cours des dernières années. La statistique des Neets montre quant à elle le relatif bon état social de la jeunesse au Grand-Duché.

Table 1 Taux de chômage et pourcentage de Neets par classe d'âge et par sexe

Taux de chômage						Pourcentage de Neets-1						Pourcentage de Neets-2					
hommes						hommes						hommes					
	18-19	20-24	25-29	30-34	35-39		18-19	20-24	25-29	30-34	35-39		18-19	20-24	25-29	30-34	35-39
DE	12%	8%	7%	8%	3%	DE	8%	6%	7%	9%	5%	DE	8%	6%	8%	9%	6%
FR	30%	23%	10%	8%	8%	FR	14%	21%	13%	11%	10%	FR	15%	21%	13%	11%	10%
LU	28%	16%	6%	5%	5%	LU	11%	10%	6%	6%	6%	LU	12%	11%	7%	7%	8%
UK	24%	15%	9%	6%	7%	UK	13%	14%	11%	9%	12%	UK	13%	14%	12%	10%	14%
femmes						femmes						femmes					
	18-19	20-24	25-29	30-34	35-39		18-19	20-24	25-29	30-34	35-39		18-19	20-24	25-29	30-34	35-39
DE	6%	10%	10%	8%	7%	DE	6%	7%	8%	7%	7%	DE	7%	9%	22%	31%	25%
FR	23%	22%	12%	7%	9%	FR	9%	16%	14%	11%	14%	FR	10%	19%	22%	19%	22%
LU	27%	15%	8%	7%	7%	LU	6%	7%	7%	6%	6%	LU	9%	13%	20%	24%	26%
UK	11%	11%	7%	4%	3%	UK	7%	11%	9%	7%	6%	UK	8%	20%	26%	30%	26%

Source : Eu-Silc 2011 – Eurostat / Neet1 est la définition rectifiée qui exclut du décompte les personnes en charge à plein temps des activités domestiques (« femmes au foyer »), alors que Neet2 est la définition standard qui tend à dramatiser la situation en les incluant.

Il résulte de ces données un ensemble d'informations utiles pour la mise en œuvre de politiques sociales appropriées. Tout d'abord, le petit nombre de très jeunes adultes résidant au Luxembourg et sortis des études fait face à de vraies difficultés, par comparaison avec l'Allemagne : il devrait être possible d'améliorer le sort de cette population notamment par le développement de politiques d'apprentissage qui continuent de faire leurs preuves en Allemagne relativement aux autres pays. Ensuite, heureusement, ces difficultés précoces tendent à se résorber rapidement avec l'âge, puisque la situation luxembourgeoise est proche de celle de l'Allemagne dès la classe d'âge des 25 ans. Enfin, comme le modèle de « femme au foyer » persiste, il est important de prévoir, ultérieurement, des politiques de réintégration dans l'emploi pour celles qui, le moment venu, lorsque les enfants sont grands, souhaitent un retour à l'emploi.

Table 2 Pourcentage de Neets-1 par classe d'âge et situation d'immigration (hommes et femmes)

Pourcentage de Neets-1																	
Natifs						Seconde génération						Première génération					
	25-29	30-34	35-39		25-29	30-34	35-39		25-29	30-34	35-39		25-29	30-34	35-39		
DE	7%	8%	6%	.	.	x	12%	4%	.	.	15%	10%	8%	.	.		
FR	.	13%	10%	.	.	15%	22%	17%	.	.	28%	23%	29%	.	.		
LU	.	5%	3%	3%	.	.	7%	9%	5%	.	.	8%	8%	8%	.	.	
UK	.	11%	8%	9%	.	.	5%	4%	7%	.	.	3%	9%	11%	.	.	

Source : Eu-Silc 2011 – Eurostat / Neet1 est la définition rectifiée qui exclut du décompte les personnes en charge à plein temps des activités domestiques (« femmes au foyer »). La première

génération d'immigration caractérise les personnes nées à l'étranger de deux parents (père / mère) eux-mêmes nés à l'étranger. La seconde génération caractérise les personnes nées au pays de deux parents nés à l'étranger. Les « natifs » sont ceux dont au moins un des parents est né au Luxembourg. (x) : donnée non significative / faible effectif.

Une dimension importante des problèmes sociaux en Europe (Table 2) est le contraste entre la population « native », originaire du pays, et la population d'immigrants de première génération, qui sont nés à l'étranger, ou de seconde génération dont les deux parents sont tous deux nés à l'étranger. D'une façon générale, parce qu'elle connaît moins bien les spécificités du pays, les règles du jeu, et ne bénéficie guère des réseaux sociaux par lesquels il est possible de faire son chemin, la population « immigrante » peut trouver devant elle des difficultés plus importantes. Le Luxembourg est le pays le plus spécifique de l'Europe du point de vue de la proportion et de la diversité de ses immigrants et l'on pourrait craindre un contraste important entre le sort des Luxembourgeois bien intégrés par leurs attaches familiales et les autres. Une fois encore, même si ce contraste existe, il faut noter avant tout que les immigrants au Luxembourg présentent un profil plus favorable en moyenne que celui des natifs des autres pays analysés.

Il en résulte qu'au Luxembourg, le problème Neet n'est pas l'aune à laquelle il convient de mesurer les difficultés spécifiques du pays. Jusqu'à présent, l'intégration par le travail reste une norme partagée et atteinte par une partie importante de la population des jeunes, mieux que dans d'autres pays ou à parité avec l'Allemagne. Pour une partie des femmes, l'alternative au travail reste centrée sur les enfants, d'où la nécessité d'améliorer les processus le retour ultérieur à l'emploi, le moment venu. Il convient de surveiller à l'avenir ces données qui peuvent changer rapidement, mais la situation du Grand-Duché est enviable de ce point de vue comme pour d'autres.

... mais le secteur du logement est problématique

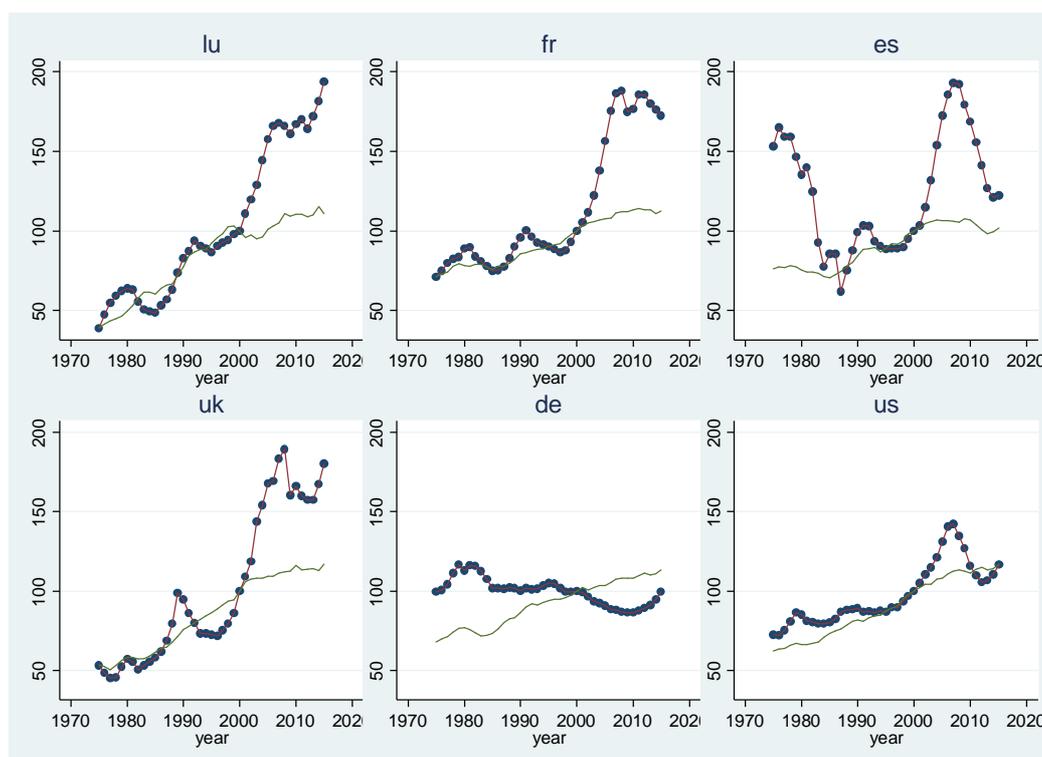
Si la situation luxembourgeoise est plus difficile qu'ailleurs, c'est bien du point de vue du coût du logement, en particulier pour les jeunes. De nombreux pays développés ont fait face à un renchérissement considérable de la valeur des biens immobiliers, et le cas luxembourgeois se situe dans le haut de la fourchette du classement des nations. De ce point de vue, les tendances sont très contrastées et, pour une ressource aussi importante dans la vie quotidienne des personnes et des familles, pour une réalité aussi stable du point de vue des quantités disponibles, pour un bien aussi central dans la construction au long terme de la vie individuelle, familiale et collective, il est permis de s'interroger sur le sens et l'intensité des fluctuations erratiques observées.

Evidemment, les données disponibles sont à nuancer. Le domaine reste mal connu. Quel que soit le pays, les indicateurs agrègent des situations locales parfaitement contrastées où Londres ou Bristol, Paris ou Vesoul, München ou Halle, Strassen ou Wiltz peuvent largement diverger. Il reste que le Graphique 1 montre le caractère de plus en plus dispendieux du logement. Dans de nombreux pays, les années 1975-2000 ont été marquées par des fluctuations assez similaires sur 25 ans du revenu et du prix des logements. Depuis, certains pays ont connu une expansion parfois exubérante à des rythmes variables, en complet décalage avec les progressions de niveaux de vie. Le contraste de part et d'autre des frontières est

saisissant, en particulier avec l'Allemagne où la réunification et la faible natalité, notamment, ont réduit l'expansion des prix de l'immobilier.

Pour le Luxembourg, le rythme de croissance a conduit à un quadruplement en quarante ans de la valeur hors-inflation des biens immobiliers. Surtout, alors que dans la première période les revenus et la valeur des biens évoluaient en parallèle, les dernières années ont été marquées par une envolée des prix. Il en résulte une divergence croissante entre le budget véritable des familles et le coût du logement, en particulier pour les jeunes ménages (Osier 2013, graphique 7). La situation n'est pas très différente à Paris ou Londres, mais alors qu'il est possible de se décentrer de quelques dizaines de kilomètres de l'hypercentre de ces villes globales pour trouver des biens à des niveaux de prix plus accessibles, la situation du Luxembourg est plus difficile puisque s'éloigner du centre signifie rapidement quitter le pays.

Graphique 1 - Indice réel (corrige de l'inflation) de la valeur des logements (points) et du revenu disponible personnel per capita (lignes) [valeur 100 = année 2000]



Source : International House Price Database, Federal Reserve Bank of Dallas. Les données sont décrites dans Mack et Martínez-García (2011).

Pour les familles de travailleurs manuels comme pour les cadres de banque, il s'agit là d'un souci croissant, vécu plus directement encore par les jeunes. Plus encore, alors que l'intégration par le travail met en évidence une tendance positive entre l'âge de 25 à celui de 40 ans, on ne constate pas d'amélioration claire du ressenti vis-à-vis du coût du logement au long du processus d'entrée dans la vie adulte. Ici, le contraste entre immigrants et natifs est considérable, tout comme l'écart entre diplômés d'université et ceux qui n'ont pas fini l'enseignement secondaire. Les

natifs les mieux diplômés sont moins directement affectés, pour l'instant, que les migrants moins diplômés, mais la comparaison montre ici le niveau élevé des réponses jugeant « importante » la charge financière du logement par rapport à ce que l'on constate dans d'autres pays.

Au Luxembourg plus encore qu'ailleurs, le logement est au centre des problèmes d'intégration sociale. Il s'agit en quinze ans d'un doublement de la valeur des biens pour les détenteurs, comme du coût pour les nouveaux acquérants. D'une façon latente – tant que l'on ne vend pas, le gain est virtuel voire situé hors de la conscience des personnes – il s'agit de transferts massifs entre catégories sociales et entre générations. Les seniors aisés, structurellement propriétaires, ainsi qu'un jour leurs héritiers, bénéficient ainsi d'une plus-value implicite, qui ne peut devenir réelle qu'en vendant – d'où des incertitudes légitimes.

Table 3 Pourcentage des ménages qui considèrent comme « importante » la charge financière de leur logement par classe d'âge et situation d'immigration versus diplôme (hommes et femmes)

Natifs				Seconde génération				Première génération			
	25-29	30-34	35-39		25-29	30-34	35-39		25-29	30-34	35-39
DE	16%	17%	21%	DE	24%	24%	18%	DE	22%	27%	38%
FR	23%	26%	27%	FR	38%	36%	28%	FR	40%	35%	42%
LU	27%	32%	29%	LU	43%	51%	39%	LU	55%	53%	55%
UK	29%	31%	30%	UK	24%	42%	24%	UK	38%	41%	39%

Secondaire non fini				Secondaire ou sup. court				Licence			
	25-29	30-34	35-39		25-29	30-34	35-39		25-29	30-34	35-39
DE	20%	31%	29%	DE	19%	20%	26%	DE	14%	13%	19%
FR	41%	44%	41%	FR	29%	32%	31%	FR	18%	19%	20%
LU	56%	64%	62%	LU	42%	45%	45%	LU	26%	31%	31%
UK	49%	50%	45%	UK	35%	36%	38%	UK	21%	25%	21%

Source : Eu-Silc 2011 – Eurostat. Voir note table 3.

Au contraire les jeunes de catégories salariées modestes et dont les parents ne sont pas propriétaires devront consacrer des efforts considérables de travail et d'épargne pour rentrer dans le cercle des propriétaires : maintenant, par rapport à l'année 2000, il faut presque doubler le nombre des années de travail pour rembourser le même bien. Leur achat aujourd'hui peut même virer au cauchemar si l'indice du logement s'effondre, comme ce fut le cas en Espagne. En réalité, la situation est encore plus complexe puisqu'en matière de patrimoine il n'existe pas de situation moyenne – encore moins qu'avec le revenu.

Si toutes les catégories de la société sont concernées, les jeunes générations sont en première ligne dans cette dynamique vraiment nouvelle dont on ne sait où elle peut aller. L'explosion de la bulle serait pour beaucoup la ruine. Son maintien durable – dès lors, ce ne serait plus une bulle – exposerait une partie importante des jeunes salariés à des difficultés majeures de niveau de vie, ou bien les forcerait-elle à réduire de façon substantielle leur fécondité pour maintenir un équilibre, un choix

qui à son tour pourrait présenter des inconvénients multiples pour les familles comme pour la société¹.

Revenir aux fondamentaux : quelles politiques publiques pour assurer la bonne transition vers la vie adulte

Ces analyses montrent une partie des spécificités du Luxembourg. Par comparaison avec d'autres pays où les enjeux sont différents, la question des Neets n'est pas ici aussi déterminante qu'en France ou en Espagne. Un abus de cette notion pourrait nous fourvoyer. Pour l'heure la situation de l'emploi proprement dit est favorable, et il convient de la maintenir en l'état du mieux possible. Le taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans gagnerait à converger vers celui de l'Allemagne plutôt que vers celui de la France ; pour autant, passé l'âge de 25 ans, les jeunes adultes du Grand-Duché sont relativement bien protégés du chômage.

En revanche, depuis 15 ans, la croissance comparée des revenus et du coût du logement implique de profondes difficultés pour les plus modestes, voire pour le bas des classes moyennes. Rien ne permet d'entrevoir une amélioration spontanée. Le fait social d'un coût du logement exceptionnellement haut est une réalité nouvelle et inattendue pour les victimes de ce phénomène (il signifie simplement qu'il faut travailler deux fois plus longtemps pour acheter la même chose, un phénomène nouveau à l'échelle des siècles passés), et il est légitime d'agir pour amoindrir la gravité des conséquences pour ceux qui la vivent. Le danger devant ces difficultés est de soigner les conséquences (donner de l'argent aux surendettés) plutôt que de prévenir les causes (maintenir le coût dans les frontières de l'acceptable). Le risque serait alors d'enfermer l'Etat social dans une logique d'aide aux plus démunis, une logique qui, à terme, risquerait d'être celle du tonneau des Danaïdes.

Deux perspectives permettraient de faire face à ces difficultés : du point de vue de l'emploi, une montée en gamme des qualifications, notamment par une re-formation au long de la vie, et de la qualité du travail luxembourgeois (Schmit 2014) est une nécessité ; pour ce qui relève du logement, une politique de construction, d'aménagement et de transports, mieux équilibrée entre la protection de l'environnement et le bien-être de la population, doit pouvoir fournir aux jeunes ménages et aux autres des conditions d'habitat abordables et de qualité, à proximité relative des écoles et des emplois. Du point de vue strictement géographique, le Luxembourg devrait pouvoir doubler sa population en une génération sans sacrifier ses ressources naturelles, à condition de densifier l'infrastructure routière et de construire les espaces en friche et la réserve foncière, notamment. Une accélération même légère de la construction devrait permettre

¹ Il est possible de remettre en cause – certains le font – la nécessité de mettre au monde des générations futures. D'un point de vue utilitariste, pour le paiement des retraites, l'entretien des seniors, la défense du territoire, ou simplement la transmission de la culture et des valeurs collectives, les sociétés infécondes pourraient avoir quelque souci un jour. Plus profondément, en termes de réciprocité indirecte, il convient de s'interroger sur ce qu'aurait signifié pour nous-mêmes, individuellement comme collectivement, le fait que nos parents potentiels eussent préféré leur petit confort et leurs loisirs plutôt que de nous faire le don de la vie.

d'ouvrir l'étai des coûts du logement, tout en fournissant un supplément d'emploi qui serait bienvenu aux yeux des catégories populaires du pays. Cette invention de l'avenir est le devoir de chaque génération de décideurs. Il ne s'agit pas simplement de faire la charité au pauvre et de venir en aide à une jeunesse qui serait notre nouveau Tiers monde. Investir dans la jeunesse, ou simplement lui permettre de devenir elle-même, est une façon de voir se perdurer ce que nous avons reçu. Ne pas le faire, spolier notre jeunesse pour la laisser à la dérive ne serait pas simplement la sacrifier. Nous appelons cela le complexe de Kronos (Chauvel 2014) : sacrifier nos successeurs signifie au fond nous sacrifier nous-mêmes ainsi que l'héritage transmis de nos ancêtres.

Références

- Bell D., 1973, *The Coming of Post-Industrial Society*, Londres, Heinemann.
- Blair T., 1999, Foreword, in Social Exclusion Unit, *Bridging the gap: New opportunities for 16-18 year olds not in education, employment or training*, Report Presented to Parliament by the Prime Minister by Command of Her Majesty, House of Commons, Palace of Westminster, pp.5-6.
- Chauvel L., 2003, *Génération sociale et socialisation transitionnelle : Fluctuations cohortales et stratification sociale en France et aux Etats-Unis au XXe siècle*, Mémoire pour l'Habilitation à Diriger des recherches, Paris, IEP de Paris.
- Chauvel L., 2006, *Les classes moyennes à la dérive*, Paris, Le Seuil.
- Chauvel L., 2010, « Overeducation and Social Generations in France: Welfare Regimes and Inter-cohort Inequalities in Returns to Education », in Attewell P. and Newman K.S. (ed), *Growing Gaps: Educational Inequality Around the World*, Oxford University Press, Oxford, pp. 210-238.
- Chauvel, L. and Schröder M., 2014, "Generational inequalities and welfare regimes", *Social forces* 92 (4):1259-1283.
- Chauvel L. 2014 « la fracture générationnelle comme fait social et comme représentation » in L. Chauvel, *Le destin des générations, structure sociale et cohortes en France du XXe siècle aux années 2010*, Paris, PUF, pp.3-12.
- Dujardin, C., 2015, *Parentalité en situation vulnérable: trajectoires de résilience familiale?* Mémoire de these, University of Luxembourg, Luxembourg.
- Espido Freire M., 2006, *Mileuristas, retrato de la generacion de los mil euors*, Barcelona, Editorial Ariel.
- Genda Y. 2007, "Jobless Youths and the Neet Problem in Japan." *Social Science Japan Journal*, 10.1: 23-40.
- Jonas H., J. Greisch et E. Gillen 1991, « De la gnose au principe responsabilité, un entretien avec Hans Jonas », *Esprit* 171, mai pp.5-21.
- Mack A. and E. Martínez-García, 2011, "A Cross-Country Quarterly Database of Real House Prices: A Methodological Note", Federal Reserve Bank of Dallas, *Globalization and Monetary Policy Institute Working Paper* No. 99.
- Meisch Cl., 2015, « Préface » in Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse & Université du Luxembourg INSIDE, *La transition de l'adolescence vers l'âge adulte. Version abrégée du rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg*, Gouvernement du Luxembourg.

-
- Mendras H., *La seconde révolution française 1965-1984*, Paris, Gallimard, 1989.
- Mendras H., Meyet S., « L'Italie suicidaire ? », *Revue de l'OFCE* 1/2002 (no 80) , p. 157-168.
- Osier G., 2013, « Regards sur le coût du logement pour les ménages », *Regards Statec*, N°22/2013.
- Roberts K., 2012, “The end of the long baby-boomer generation”, *Journal of Youth Studies* 15(4): 479–97.
- Schmit N. 2014, Pour une politique de revalorisation du travail, in Nathalie Georges, Danielle Schronen et Robert Urbé (dir.) *Sozialalmanach 2014 Schwerpunkt: Recht op Aarbecht*, Caritas Luxembourg.
- Soler P., A. Planas & C. Feixa, 2014, “Young people and youth policies in Spain in times of austerity: between juggling and the trapeze”, *International Journal of Adolescence and Youth*, 19: suplement, 62-78.
- Touraine A., 1969, *La société post-industrielle*, Paris, Denoël, 1969.